



vendredi 5 mai 2017

Les grands titres:

- Centrafrique : des mesures urgentes sont nécessaires pour protéger les enfants de cette « crise oubliée », selon l'UNICEF
- A Bakou, l'UNESCO souligne que le monde a besoin de plus de « Soft Power »
- RDC : la mise en œuvre de l'Accord du 31 décembre exige un « plus grand degré d'inclusivité » estime le Conseil de sécurité
- L'Afrique peut renforcer son développement économique en investissant dans les énergies renouvelables, selon l'ONU
- Chine: le Haut-Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU consterné par le harcèlement continu des avocats
- Hygiène des mains : une pratique qui permet de sauver des vies, rappelle l'OMS

Centrafrique : des mesures urgentes sont nécessaires pour protéger les enfants de cette « crise oubliée », selon l'UNICEF



Véronique
et certains de ses enfants ont passé 6 mois à se cacher dans la brousse à Bohong après les éruptions de violence en République centrafricaine. Photo: UNICEF / Logan

5 mai - Sans davantage de soutien, la vie et l'avenir de plus d'un million d'enfants centrafricains sont menacés, a averti vendredi le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

Alors que le redressement fragile de la République centrafricaine (RCA) se poursuit, l'instabilité et les fréquents pics de violences ont contraint 890.000 personnes, soit un cinquième de la population, à des déplacements forcés. Près de la moitié de la population - soit 2,2 millions de personnes - dépend de l'aide humanitaire pour survivre.

L'UNICEF rappelle qu'à ce jour, plus de 425.000 civils demeurent déplacés à l'intérieur de la RCA alors que 463.000 Centrafricains se sont réfugiés au Tchad, en République démocratique du Congo, en République du Congo et au Cameroun qui accueille plus de la moitié de ces exilés. L'agence onusienne estime que près de la moitié de ces personnes déplacées sont des enfants.

« Nous ne pouvons permettre que la République centrafricaine devienne une crise oubliée », a mis en garde la représentante de l'UNICEF en Centrafrique, Christine Muhigana. « La réalité est que sans un appui suffisant, nous ne serons pas en mesure de fournir les services vitaux nécessaires pour garder les enfants en bonne santé, en sécurité et à l'école ».

Le porte-parole de l'UNICEF à Genève, Christophe Boulierac, a rappelé que la situation des enfants en RCA demeure critique car la violence et les déplacements massifs les rendent particulièrement vulnérables face aux risques sanitaires, à



l'exploitation et aux abus. A cet égard, le Fonds souligne que près de la moitié des enfants de moins de cinq ans (41%) souffrent de malnutrition chronique qui compromet leur développement physique et intellectuel. Selon l'agence onusienne, un enfant sur sept mourra avant d'atteindre son cinquième anniversaire et un tiers des enfants ne sont pas scolarisés en RCA.

Cette situation humanitaire critique n'est pas étrangère au regain de violence qui frappe certaines localités notamment dans la préfecture de l'Ouham, au nord de la RCA. « Les services sociaux restent absents dans de nombreuses zones où les organisations humanitaires doivent fournir une aide d'urgence aux populations les plus vulnérables », a déclaré Mme Muhigana, soulignant que l'UNICEF a fourni une aide humanitaire dans les zones touchées par le conflit.

En 2017, l'UNICEF et ses partenaires entendent venir en aide à près de 30.000 enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition sévère et fournir une aide psychosociale à 50.000 enfants centrafricains.

Un accès humanitaire en péril

L'accès et la sécurité des travailleurs humanitaires en RCA demeurent toutefois une problématique urgente à résoudre.

« Depuis mars 2017, dans la seule préfecture de l'Ouham, 16 attaques les ont ciblés », a déclaré vendredi le porte-parole du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) des Nations Unies, Jens Laerke, lors d'un point de presse à Genève. « A l'échelle du pays, depuis le début de l'année, 33 incidents ont été enregistrés. Ce chiffre place la Centrafrique parmi les pays à haut risque pour les humanitaires ».

Confrontée à cette violence ciblée, M. Laerke a indiqué que quatre organisations humanitaires majeures ont pris la décision de suspendre temporairement leurs activités dans les régions où les menaces à leur égard ont atteint leur paroxysme. Leurs employés seront redéployés à Bangui, la capitale centrafricaine, en attendant que leur sécurité soit de nouveau assurée.

« La suspension même temporaire des activités humanitaires aura, à n'en point douter, un impact négatif sur les conditions de vie des personnes qui comptent sur cette aide », a averti le porte-parole.

Par ailleurs, l'UNICEF a rappelé qu'en mai 2015, les responsables des groupes armés se sont engagés à démobiliser tous les enfants associés à leurs forces. Depuis, plus de 7.000 enfants ont été libérés, mais des centaines d'autres sont encore enrôlés.

A ce jour, le Plan de réponse humanitaire pour la RCA d'un montant de 399,5 millions de dollars n'est financé qu'à hauteur de 11%.

A Bakou, l'UNESCO souligne que le monde a besoin de plus de « Soft Power »



de nuit sur Bakou, en Azerbaïdjan. Photo: Ministère du Tourisme et de la Culture, Azerbaïdjan

5 mai - Au premier jour du 4ème Forum mondial sur le dialogue interculturel qui se tient à Bakou, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a appelé à une nouvelle forme de solidarité mondiale et de citoyenneté.

« La tolérance ne suffit pas. La coexistence passive est insuffisante », a déclaré la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, dans une allocution prononcée vendredi à l'ouverture de la conférence des Nations Unies consacrée au dialogue interculturel. « Les gens ont besoin de solidarité, de compréhension et de respect de la diversité ».

Mme Bokova a déploré la montée des conflits, l'extrémisme violent et le nettoyage culturel à travers le monde. L'éducation est attaquée, a-t-elle noté, ajoutant que la diversité culturelle et la liberté d'expression sont également menacées.

« Nous voyons les sociétés se fermer à ceux perçus comme étant les 'Autres', les minorités persécutées. Nous voyons la montée des haines anciennes, de l'antisémitisme, de la discrimination raciale, de l'intolérance », a déclaré la Directrice générale. 'Dans ce contexte, nous n'avons pas le choix - nous devons rester fidèles à la boussole des droits de l'homme et de

la dignité, et nous devons répondre ».

Pour Mme Bokova, le recours à la force ne peut plus arrêter les conflits, ni la montée de l'extrémisme violent. « Le pouvoir coercitif ('Hard Power') n'est pas suffisant. Nous avons besoin du pouvoir d'influence ('Soft Power') de l'éducation, de la connaissance, de la culture, de la communication, des sciences, pour renforcer les valeurs que nous partageons et reconnaître le destin que nous détenons en commun », a-t-elle souligné.

A Bakou, Mme Bokova a souligné le travail de protection du patrimoine mondial de l'humanité de l'UNESCO, notamment la reconstruction au Mali des mosquées à Tombouctou détruites par des extrémistes islamistes en 2012.

La chef de l'UNESCO a également salué le Président azerbaïdjanais, Ilham Aliyev, pour son « leadership de longue date dans la promotion du dialogue interculturel ».

Pays hôte du 4ème Forum mondial sur le dialogue interculturel, l'Azerbaïdjan a une longue histoire associée à la 'Route de la soie', en tant que centre d'échange commercial de savoirs et d'art.

RDC : la mise en œuvre de l'Accord du 31 décembre exige un « plus grand degré d'inclusivité » estime le Conseil de sécurité



Des personnes déplacées au camp de Bweramana, dans le Nord-Kivu, en République démocratique du Congo, collectent des denrées alimentaires. Photo: OCHA / Vicky Prekabo

5 mai - Le Conseil de sécurité a appelé les parties prenantes de l'Accord du 31 décembre 2016 en République démocratique du Congo (RDC) à redoubler d'efforts pour parvenir à « un plus grand degré d'inclusivité » afin de résoudre les problèmes très graves auxquels est confronté le pays.

Dans une déclaration rendue publique jeudi soir, les membres du Conseil ont réitéré à l'unanimité leur appel à une mise en œuvre rapide de l'accord, de bonne foi et dans toutes ses composantes, afin d'organiser des élections pacifiques, crédibles, inclusives et opportunes, au plus tard en décembre 2017.

Les membres du Conseil se sont dits également préoccupés par les défis liés aux difficultés de la mise en œuvre de l'accord, soulignant que ses signataires de n'étaient pas parvenus à un consensus sur l'arrangement particulier qui définit les modalités de son application.

Les 15 ont « pris note » de la décision du Président congolais, Joseph Kabila, de nommer Bruno Tshibala comme nouveau Premier Ministre de la RDC, ainsi que les réponses que la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) et le Rassemblement ont réservées à cette nomination.

La CENCO avait estimé que la nomination de Bruno Tshibala à la primature congolaise constituait une entorse à l'Accord du 31 décembre, tandis que le Rassemblement l'a qualifié de « distraction ».

Les membres du Conseil ont appelé tous les acteurs politiques concernés, qu'ils soient en RDC ou à l'étranger, à renoncer à toute action susceptible d'exacerber les tensions, soulignant la « responsabilité qu'ils portent à ce moment critique de l'histoire du pays ». Ils ont en outre appelé tous les partis politiques, leurs partisans et d'autres acteurs politiques à rester calme et à s'abstenir de toute violence.

Garantir un accès sûr et sans entrave des acteurs humanitaires au Kasai

Les membres du Conseil de sécurité ont réitéré leur condamnation de la violence qui frappe le Kasai ces derniers mois et ont exprimé leurs sérieuses inquiétudes au sujet des violations et des atteintes présumées aux droits de l'homme commises dans la région.

Alors que la détérioration de la situation humanitaire et sécuritaire au Kasai a déplacé plus d'un million de personnes à l'intérieur de la RDC et contraint plus de 11.000 personnes à fuir le pays, les membres du Conseil ont souligné le besoin

urgent de garantir un accès sûr et sans entrave aux acteurs humanitaires.

L'Afrique peut renforcer son développement économique en investissant dans les énergies renouvelables, selon l'ONU



Un système d'énergie solaire d'ONU Environnement - le plus grand de ce type en Afrique. Photo: PresseBox.de Flickr

5 mai - Un nouvel atlas publié jeudi par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (ONU Environnement) et la Banque africaine de développement souligne les capacités énergétiques du continent africain.

Dévoilé à l'occasion du Forum économique mondial réuni à Durban, en Afrique du Sud, 'L'atlas des ressources énergétiques en Afrique' répertorie les données cartographiques de 54 pays et met en évidence à la fois le potentiel et la fragilité des ressources en énergie du continent.

« L'atlas montre que des investissements dans les infrastructures en énergies renouvelables peuvent stimuler le développement économique de l'Afrique et la rapprocher de la réalisation des Objectifs de développement durable », a déclaré la directrice et représentante régionale du Bureau Afrique d'ONU Environnement, Juliette Baiao Koudenoukpo.

Pour Mme Baiao Koudenoukpo, l'atlas représente un important guide d'orientation politique pour les gouvernements africains qui s'efforcent de stimuler leur développement national en utilisant leurs ressources énergétiques.

Bien que l'Afrique soit richement dotée de ressources énergétiques renouvelables et non renouvelables, sa production d'énergie actuelle est insuffisante pour répondre à la demande. Environ un tiers de la population africaine n'a toujours pas accès à l'électricité et 53% de la population dépend de la biomasse pour la cuisson, le chauffage des habitations et le séchage.

Selon ONU Environnement, la consommation d'énergie en Afrique est la plus faible au monde, et la consommation par habitant a à peine changé depuis 2000. Les ménages africains les plus pauvres dépensent 20 fois plus par unité d'énergie que les ménages aisés lorsqu'ils sont connectés au réseau.

« Cet atlas contribuera à faciliter l'accès à l'information et aux données dans le secteur de l'énergie pour tous les acteurs, y compris la communauté des donateurs, les gouvernements africains et le secteur privé », a déclaré Amadou Hott, Vice-président de la Banque africaine de développement en charge de l'électricité, de l'énergie, du climat et de la croissance durable.

L'atlas fournit des informations sous la forme d'images détaillées, de cartes, et de données satellitaires. Il détaille les défis et les opportunités pour fournir à la population africaine l'accès à des services énergétiques fiables, abordables et modernes.

Chine: le Haut-Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU consterné par le harcèlement continu des avocats



La porte-parole du HCDH, Ravina Shamdasani.

5 mai - Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme (HCDH) s'est dit vendredi profondément troublé par la disparition de l'avocat chinois Chen Jiangan.

Le 3 mai, M. Chen et sa famille auraient été appréhendés par la police alors qu'ils se rendaient dans la province du Yunnan, dans le sud-ouest de la Chine.

« Ce dernier événement a lieu dans un contexte d'une répression en cours contre les avocats chinois et d'autres défenseurs des droits de l'homme », a déclaré la porte-parole du HCDH, Ravina Shamdasani, lors d'un point de presse à Genève.

Il n'y aurait aucune communication officielle sur les raisons pour lesquelles M. Chen a été appréhendé, selon Mme Shamdasani, précisant que si sa femme et ses deux enfants ont ensuite été relâchés, mais on ne sait toujours rien sur le sort de l'avocat.

M. Chen a été l'avocat de la défense choisi par Xie Yang, un avocat qui est détenu depuis juillet 2015. Ce n'est qu'en janvier 2016, que M. Xie a été officiellement accusé d'incitation à la subversion du pouvoir de l'État et de perturbation de l'ordre du tribunal. Le procès de M. Xie devait débiter la semaine dernière, mais ce ne fut pas le cas.

« En mars de cette année, M. Chen a signalé que son client et d'autres avocats détenus, dont Wang Quanzhang, Jiang Tianyong et Li Heping, ont subi de mauvais traitements et des tortures en détention », a rappelé la porte-parole.

Li Heping, qui a passé 21 mois en détention au secret, a été condamné secrètement le 25 avril à trois ans de prison, avec la possibilité d'une suspension de quatre ans s'il choisissait de ne pas faire appel. Il reste en détention et des pressions continuent d'être exercées sur sa famille.

Avant d'avoir été, semble-t-il, appréhendé par la police mercredi dernier, M. Chen avait exprimé dans un message vidéo des inquiétudes quant au fait qu'il puisse lui aussi « perdre sa liberté » et être contraint à s'auto-incriminer.

« Nous sommes consternés par ce harcèlement continu des avocats, à travers la détention continue, sans pleine garantie de procès équitable, et d'une exposition aux mauvais traitements et à la coercition dans l'auto-incrimination », a déploré Mme Shamdasani, malgré les nombreux appels d'un certain nombre d'organes des Nations Unies chargés des droits de l'homme, dont les rapporteurs spéciaux, le Comité des Nations Unies contre la torture et le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme. « Le HCDH demande également aux autorités chinoises d'arrêter le harcèlement contre leurs proches ».

Mme Shamdasani a rappelé que la grande majorité des avocats détenus défendaient les droits fondamentaux des citoyens chinois, principalement des droits économiques, sociaux et culturels.

« Nous demandons instamment au gouvernement chinois de respecter ses obligations internationales en matière de droits de l'homme, d'assurer une procédure régulière et des procès équitables, et de libérer sans délai ceux qui sont détenus pour exercer leurs droits fondamentaux ou pour défendre l'exercice de ces droits par d'autres », a dit la porte-parole.

Hygiène des mains : une pratique qui permet de sauver des vies, rappelle l'OMS



5 mai - Chaque année, le 5 mai, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) poursuit sa campagne mondiale en faveur de l'hygiène des mains rappelant que cette bonne pratique sauve des millions de vies et évite la propagation de la résistance aux antibiotiques.

En 2017, la campagne de l'OMS a pour thème : 'Luttez contre la résistance aux antibiotiques – c'est entre vos mains'.

La prévention et le contrôle des infections, et en premier lieu l'hygiène des mains, est essentielle pour rendre les systèmes de santé sûrs et efficaces.

L'hygiène des mains concerne tous les professionnels de santé, les patients et leurs familles - quel que soit les soins, les lieux et les circonstances dans lesquels ils sont délivrés – mais aussi les décideurs politiques de tous les pays.

« Les infections liées au soin sont un problème de santé global », a souligné le Docteur Benedetta Allegranzi, responsable de la lutte contre les infections à l'OMS dans un entretien à ONU Info. « On estime qu'un patient sur 10 en moyenne au niveau mondial est affecté par une infection liée aux soins et la plupart des infections sont transmises pendant les actes médicaux ».

Les taux d'infection dans les pays en voie de développement sont deux à trois fois plus élevés que dans les pays développés. Rien qu'en Europe, l'OMS estime que 3,2 millions de patients sont affectés par ces infections qui deviennent fréquemment

résistantes aux antibiotiques.

L'OMS souligne l'existence de techniques abordables permettant de sauver des vies. Les solutions hydro-alcooliques pour les mains, qui coûtent environ 3 dollars par flacon, peuvent prévenir les infections associées aux soins et éviter des millions de décès chaque année.

Une pratique généralisée d'une bonne hygiène des mains contribue à atteindre l'Objectif de développement durable 3.8 de couverture sanitaire universelle de qualité.